



FIERS D'ÊTRE COMMUNISTES

N° 7

Octobre 2009

EDITO

Qui ne veut pas d'un groupe communiste ?

Rappel : il fallait 20 députés pour constituer un groupe à l'Assemblée nationale. Le PCF avec 15 élus plus 2 apparentés, s'est entendu avec deux députés d'outre-mer (dont un PCR) et 4 verts pour former le groupe gauche démocrate et républicaine (GDR). Etre dans un groupe permet alors des facilités matérielles, financières et d'intervention dans le débat parlementaire. A l'occasion des campagnes électorales, les groupes disposent aussi d'un temps plus important sur les médias publics. Problèmes : alors que les communistes représentent les 3/4 des membres, ils ne bénéficient que du tiers des moyens du groupe ! Qui plus est, le mot communiste a disparu de son intitulé.

Pour satisfaire le PRG et avoir son soutien lors du vote du Congrès de juillet 2008, Sarkozy a fait passer de 20 à 15 la fameuse limite en mai dernier. Il est donc possible de recréer un groupe communiste à l'assemblée nationale.

Question : qui refuse de redonner son identité au groupe communiste ? Pourquoi déroule-t-on le tapis rouge à quatre députés verts anticomunistes qui sont en train de participer à une opération politique avec le Modem, Cohn-Bendit et Robert Hue contre le peuple de France ? Cela ne fait-il pas partie de la liquidation programmée du PCF ?

LE PCF POUR ROMPRE AVEC LE CAPITALISME

La crise a mis en lumière la cruelle réalité du capitalisme : l'enrichissement sans limite de quelques-uns ne peut se faire qu'en achetant toujours moins cher le travail des autres !

Le capital opère un véritable racket sur les salaires.

Dans le même temps, le gouvernement s'attaque violemment aux services publics pour libérer de nouvelles possibilités de faire du profit car tout ce qui échappe à sa loi lui est insupportable.

Au travers de la réforme annoncée des collectivités territoriales, c'est le socle même de la république qui est menacé. Sous couvert de simplifier les institutions, il s'agit d'éloigner un peu plus les citoyens des décisions, de substituer aux élus locaux des élites technocratiques intouchables, de priver les collectivités locales de moyens d'intervention au service des habitants.

Si la colère et l'action ont été largement présentes ces derniers mois, elles n'ont pas permis de faire reculer le gouvernement.

Et la victoire en trompe l'œil du parti de Sarkozy aux européennes laisse un sentiment amer. Des millions d'électeurs du Non se sont abstenus, faute de trouver l'offre politique correspondant à leur colère et à leur rejet de la construction européenne.

Alors que les élections régionales approchent, il est plus que temps que

le PCF se libère d'une vision par trop institutionnelle qui nous éloigne des préoccupations populaires.

Le choix n'est pas entre la reconduction d'une alliance obligée avec le PS ou l'enfermement dans la gauche de la gauche, qui plus est en deçà de notre représentativité réelle.

Sur l'emploi, la formation, l'industrie, les transports, la santé, les collectivités locales, les services publics... portons une bataille communiste avec des propositions de transformation sociale qui rompent avec le capitalisme.

Prenons l'initiative d'une liste de large rassemblement conduite par un communiste. Faisons des élections régionales un grand moment de rassemblement, de résistance au patronat et à la droite, d'expression de la colère populaire, de volonté d'une politique au service du peuple.

L'expérience de la constitution de la liste aux dernières européennes comme le calendrier annoncé font craindre le pire quant à la possibilité réelle que les communistes décident de leur liste et des unions éventuelles, du contenu de la bataille, des femmes et hommes qui porteront leurs couleurs. Cela ne se construit pas dans les accords de sommet ! Ne nous laissons pas voler cette bataille des régionales, exigeons d'avoir le dernier mot ! Dans le Rhône, une assemblée la plus large possible de communistes s'impose.

Marie-Christine Burricand

• "Un Marx, et ça repart !"

- Le 19 novembre à 18h00,
- Salle Irène Joliot-Curie à
- Vénissieux, Alain Bocquet,
- député du nord, viendra présenter son livre.
- Un livre qui donne envie de faire vivre et renforcer le PCF.
- Pour tous ceux qui pensent que le communisme a de l'avenir.

IRAN, IRAK, LIBAN, GRÈCE, ALGÉRIE, HONDURAS, VENEZUELA, CUBA Rencontres Internationalistes de Vénissieux

Samedi 24 Octobre de 10h à 22h, Salle Joliot-Curie, Vénissieux

Avec entre autres la présence de Tatiana FAJARDO, communiste Hondurienne, fille d'un ministre de ZELAYA, Hussein SABBAH, communiste Libanais, Hamid REZAI, communiste Iranien et le témoignage des jeunes communistes Français de retour de Cuba.

A 19h30, repas internationaliste (15€) sur réservation à pcf.venissieux@wanadoo.fr

VIVE le 50ème ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION CUBAINE !

LE CONSOMMATEUR-PAYEUR ET LE POLLUEUR-SUBVENTIONNÉ

Kyoto a fait connaître en 97 l'urgence de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Mais le capitalisme se cache déjà derrière ce défi environnemental ! Les 5% de réduction décidée à Kyoto sont rapidement atteints grâce... à l'effondrement des économies de l'Est, et c'est la vision du prix Nobel d'économie 1960 qui est mise en œuvre : "si l'environnement est dégradé, c'est parce qu'il n'a pas de valeur marchande". Kyoto invente une bourse financière de droits d'émission de GES (le crédit carbone ou CER) et lance la grande aventure du capitalisme vert, le carbone devient source de profit :

- En 2008, Rhodia investit 14M€ pour diminuer ses rejets de 15 Millions de tonnes, soit 300M€ de CER, mais supprime 91 emplois dans les deux usines concernées ! Les CER économisés peuvent être revendus, 10M€ au Japon en 2008... Car les états sont acheteurs ! Ainsi, Kyoto pour Rhodia, c'est 158 M€ de revenus en 2008 (+17%)

- Arcelor-Mittal a droit à 8 millions de tonnes par an en France, au moins 1 million de plus que nécessaire, qui représentent au prix actuel 15M€ ! Et les industriels viennent d'obtenir de l'UE d'augmenter encore leurs crédits gratuits pour éviter... les délocalisations (ils disent la "fuite de carbone") !

C'est le principe bien connu des gros agriculteurs bénéficiaires de la politique agricole commune, celui du pollueur subventionné !

Selon une étude de l'ONG Sandbag, le marché du carbone en Europe, avec un surplus estimé à 400 millions de tonnes de 2008 à 2012, va générer sans efforts un bénéfice de 5000 M€ ! Le marché mondial est estimé à 90 milliards, et les financiers accourent. Le fonds européen du carbone géré par NATIXIS (!) a levé 142M€ pour acheter et vendre... avec le plus gros profit possible !

Le "capitalisme vert" fait feu de tout bois !

Développer les énergies non émettrices de GES en France est facile : le nucléaire n'en produit pas. Pourtant, la priorité est donnée aux nouveaux marchés des énergies "vertes" : éolien, photovoltaïque... Pour cela, l'état subventionne les investissements et invente une "obligation d'achat" par EDF à un prix garanti, souvent pour 20 ans. Combien ça coûte ?

Les promoteurs du capitalisme vert nous rassurent : 50€/an/ménage, seulement. Un cercle vertueux ferait que l'éolien et le photovoltaïque seraient de plus en plus efficaces et de moins en moins chers...

Mais après une baisse régulière dans les années 90, le coût moyen d'investissement de l'éolien a doublé depuis 2001, de 850 €/kW à plus de 1600 €/kW soit +7,5 % par an. Depuis que la filière est subventionnée, les prix montent. Et le privé en redemande : +30% de tarif d'achat 2009 de l'éolien terrestre en Allemagne. L'objectif photovoltaïque du Grenelle, c'est 11 Mds € payé par EDF en 2021, soit + 200 € TTC/an/ménage d'électricité. Et l'éo-

lien et le photovoltaïque sont des énergies intermittentes. Il faut les compléter par d'autres sources toujours disponibles pour ne pas faire exploser le réseau. Dans les faits, charbon, pétrole ou gaz ! Et c'est ainsi que l'Allemagne multiplie les centrales au charbon, et que la France relance le gaz.

Toutes ces mesures accompagnent la casse du service public et la mise en cause du tarif régulé garanti. Les entreprises qui ont quitté EDF, s'étant retrouvées avec un prix en forte hausse, le gouvernement a inventé le Tarif Réglementé Transitoire d'Ajustement du Marché (TARTAM). Simple, le tarif libre est subventionné par une taxe sur la part nucléaire et hydraulique du tarif régulé, les deux principales sources d'électricité non carbonées alors que les centrales brûlant des combustibles fossiles sont exemptées !

Taxe carbone et consommateur-payeur

La taxe carbone renforce la marchandisation de l'environnement, quelque soient les compensations partielles pour les plus pauvres. En effet, si les grandes entreprises reçoivent leurs droits à polluer gratuitement, les ménages paieront un surcoût estimé à 300€ sans compter le coût pour les administrations et collectivités financé par l'impôt. Enfin, la taxe compensera des gains pour les entreprises : suppression de la taxe professionnelle (18 milliards) ou exonérations de cotisations sociales (28 milliards 2008). Toutes les occasions sont bonnes pour peser sur les salaires et la consommation afin d'augmenter encore et encore le profit.

Pire, ces réformes n'incitent même pas à la nécessaire révolution énergétique, puisqu'elles redoublent dans la logique du "consommateur-payeur" sans toucher ni au contenu social ou environnemental du développement économique, ni aux critères de rentabilité financière des entreprises.

Il y a pourtant tant à faire en recherche et en développement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Elles proviennent à 25,9% de la production d'énergie (12% seulement en France grâce au nucléaire), 19,4% de l'industrie, 13,5% de l'agriculture... donc pas des comportements individuels quotidiens, mais des décisions économiques et politiques. En France, les émissions totales sont stables depuis 1990, mais ont augmentées de 14% dans le transport routier, conséquence de "l'étalement industriel" généré par l'externalisation et la mondialisation. Pour réduire les émissions, il faut d'urgence développer le nucléaire à long terme, investir en recherche et développement dans des modes de production propres, reconcentrés et relocalisés, réduisant les transports, investir dans les villes pour renverser la part respective de la voiture et du transport public, décider d'un plan national d'isolation, notamment du logement social.

Mais rien de tout ça : le Grenelle de l'environnement, c'est le recyclage du capitalisme, le recyclage des spéculateurs dans le capitalisme vert !

Pierre-Alain Millet

A Saint Chinian, le rouge est un bon cru

Du 28 au 30 août, s'est déroulé près de Saint Chinian un stage de formation du réseau national du PCF " Faire vivre et renforcer le PCF ", organisé par la section de Béziers en pleine garrigue avec d'excellentes conditions d'accueil. Des membres du conseil national du PCF étaient là ainsi qu'une vingtaine de jeunes communistes venus des quatre coins de la France. Sur les trois journées, ont participé une centaine de communistes issus d'une vingtaine de fédérations.

Le premier soir, une historiographie très complète du PCF a été présentée. Le lendemain, il a été démontré que le capitalisme, loin d'être en crise, a redressé la courbe du taux de profit grâce à la surexploitation. Puis A. Gerin nous a fait partager sa vision du communisme comme enjeu vital de rationalité et de civilisation. Pour relever ce défi, les communistes doivent en finir avec la pédagogie du renoncement et résister à la pression des institutions.

Le samedi après-midi, le débat a porté sur la nécessité d'un parti de classe, organisé en cellules, qui offre une formation marxiste à ses militants. Si des coups d'arrêt dans le processus de liquidation ont été donnés, les hypothèques sont encore loin d'être levées. Le soir, la séance de philosophie a entrepris de nous rappeler les rudiments de la dialectique. Le lendemain, il a été décidé d'assurer une présence du réseau à la fête de l'Huma.

Au total, le réseau a fait la preuve qu'il pouvait réunir des communistes de toute la France pour dispenser une formation de qualité. Des conditions de débat dans le respect mutuel ont constitué pour les jeunes participants une expérience nouvelle...

Capitaux riment avec cadeaux

En 2008, selon la Cour des comptes, les exonérations de "charges sociales" données en cadeaux aux capitalistes ont représenté la modique somme de 35 Mds d'€. La Cour dénonce le nombre et l'intrication des exonérations multiples existantes, à l'efficacité "incertaine" et "sans la moindre évaluation ou analyse d'impact" pour certaines d'entre elles.

TROP DE PROFITS, TROP DE LUXE

La surexploitation capitaliste qui a explosé dans le milieu des années 80, notamment à cause de la baisse d'influence des communistes et du rapport de forces défavorable, a permis à certains groupes capitalistes de se développer outre mesure. C'est le cas de l'industrie du luxe dans laquelle les fortunes nouvellement acquises peuvent plus particulièrement se dépenser au détriment de la production industrielle chargée de satisfaire les besoins les plus élémentaires de tous. Ainsi, le groupe L'Oréal (Cacharel, Yves Saint-Laurent, Lancôme...), dont l'actionnaire principal est Liliane Bettencourt, une des femmes les plus riches du monde avec une fortune estimée à 9,8 Mds d'€, a vu son chiffre d'affaires passer de 3,7 à 14,5 Mds d'€ et sa capitalisation boursière de 1,5 à 50 Mds d'€ de 1985 à 2003. Son PDG fut même le patron le mieux payé du CAC 40, jusqu'à 7,2 millions d'€ annuels de salaire de base. La crise étant passée par là, le groupe a rompu en 2008 avec un taux de profits à 2 chiffres, mais néanmoins le bénéfice net était de 2 Mds d'€. Cette débauche de profits est à relier à un véritable management de patron de choc. Entre 2004 et 2007, dans les douze usines françaises, les effectifs ont perdu 12% et la productivité a gagné 14%. Il faut souligner que les actionnaires ne sont pas oubliés : les dividendes qui leurs sont versés ont été de 862 millions d'€, soit 19 millions de plus qu'en 2007 alors que le bénéfice était de 2,6 Mds. Et depuis 2002, ils ont doublé !

Destruction de capital

Devant une telle abondance de profits et de capitaux, les dirigeants de L'Oréal ne savent plus quoi en faire au point qu'ils sont obligés de le détruire. Le groupe en vient à racheter ses propres actions pour les annuler, ce qui augmente de fait le poids des actionnaires principaux, soit la famille Bettencourt qui a ainsi franchi la barre des 30%. Ainsi, au cours des 3 dernières années, L'Oréal a consacré à cette opération entre 944 millions et 1,3 Mds d'€ par an, et détruit environ 5 millions d'actions. Ah oui, les salariés français ont fait grève en février 2008 pour revenir au principe des augmentations générales de salaires remplacées en 2004 par des augmentations individuelles. Et grâce au syndicalisme rassemblé, ils ont gagné... une augmentation de 1,5% en 2009.

Pascal Brula

Une tambouille de voyou

Lorsque la direction du parti est empêchée de faire sa tambouille, rien de plus facile qu'une bonne recette autoritaire. Dans le 14ème arr. de Paris, pour imposer son candidat contre l'avis des adhérents, elle nomme une "direction" de section et expulse de force les communistes de leur local, même si le secrétaire fantoche préfère finalement se présenter dans le 18ème pour obtenir une meilleure place auprès de Delanoë.

A Montmartre, les adhérents reconduisent au 34ème congrès une direction de section d'opposition. La recette sera la même. La section des 1er-2ème arr. de Paris n'est pas politiquement fondamentale, mais occupe un local bien placé. Il suffit donc de faire changer les serrures : les adhérents qui ont payé de leur poche ce local pourraient le réclamer. Pour bien se l'assurer, la vraie secrétaire est assignée en référé au tribunal d'instance pour la faire expulser définitivement et le tour est joué.

Derrière tout cela, officie le secrétaire fédéral de Paris, Patrice Bessac, un voyou présenté pour remplacer M-G Buffet. Il serait, paraît-il, champion de la démocratie participative...

Contre la criminalisation des communistes

76 partis communistes et ouvriers ont cosigné une déclaration à propos de la résolution anti-communiste de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). " Nous condamnons fermement l'adoption le 3 juillet 2009 d'une nouvelle résolution anti-communiste qui renferme une honteuse falsification de l'histoire et nie le rôle de l'Union Soviétique dans la victoire contre le fascisme. La résolution met sur un même plan communism et fascism. Ceux qui agissent ainsi oublient de rappeler que c'est l'Union Soviétique qui a apporté la plus grande contribution à la libération de l'Europe du fascisme... Ceux qui ont voté pour l'adoption de cette résolution justifient et encouragent une "chasse aux sorcières" contre les communistes... La résolution offre de grandes opportunités pour la criminalisation de l'idéologie communiste et pour l'adoption de mesures contre les partis communistes... L'intensification de l'anticommunisme en Europe (...) démontre la peur des classes dirigeantes face à l'aggravation de la crise capitaliste. Répondons aux provocateurs et aux anti-communistes par notre lutte commune pour les droits des travailleurs, pour le socialisme ". Hélas, encore une fois, la direction du PCF s'est singularisée par la chaise vide.

Désormais, avec la loi Bachelot, le "Service public hospitalier" disparaît au profit des "Etablissements de santé" au nom de la "convergence public-privé" ou dit autrement, au nom de la concurrence déloyale entre le public et le privé. Cette loi a pour but de donner le coup de grâce à l'Hôpital public en poussant aux "regroupements" (comprendre suppression de sites et capacités d'accueil) et en accélérant les suppressions nettes d'hôpitaux de proximité, donc en supprimant des postes (20 000 au niveau national d'ici 2012), en imposant une gestion "rentable" avec des économies budgétaires assassines (anticipées en région parisienne avec 45 millions d'euros en moins par an depuis 4 ans et 100 millions programmés pour 2009)... Enfin, des structures autoritaires et centralisatrices, les ARS (Agences Régionales de santé), seront chargées de faire passer la pilule, avec des directeurs jouant un rôle de préfets sanitaires nommés par le conseil des ministres et chargés de recruter des "chefs d'entreprises" aux ordres en lieu et place des directeurs d'hôpitaux. Bref, cette loi, chargée de faire mettre un genou en terre à la santé publique, celle qui fait s'étouffer les capitalistes depuis la Libération, est dans la continuité des politiques menées depuis 25 ans par les gouvernements successifs.

Un rejet unanime

Devant les enjeux de cette loi, les réactions ont été nombreuses. Parmi d'autres, un appel de 25 professeurs de médecine de l'Assistance publique-

Hôpitaux de Paris " contre la mort de l'hôpital public " circule depuis avril dernier. Les 25 dénoncent très fermement la logique de rentabilité financière qui prévaut sur la logique de soin et exigent la "suppression du volet hospitalier de la Loi Bachelot". Pour eux "le maître-mot n'est plus la santé mais la rentabilité. La préoccupation centrale n'est plus le malade mais le compte d'exploitation de l'hôpital. Et les premières victimes en seront les patients et les soignants". Depuis le début de l'année, cette loi fait l'unanimité contre elle, et le monde hospitalier a fortement contribué aux manifestations du printemps. Mais cela n'a pas été suffisant. La bataille doit continuer et s'élargir à l'ensemble des travailleurs et des usagers.

Et à Lyon ?

Serait-ce le point de départ du démantèlement des HCL (Hospices Civils de Lyon) ? En réalité, la destruction a commencé depuis bien longtemps, notamment avec le plan Noir hospitalier des années 90. Récemment, G. Collomb s'est plutôt frotté les mains de la disparition de l'Antiquaille et Debrousse, deux hôpitaux tellement bien situés à flanc de colline qu'ils ont été offert en pâture à deux opérations immobilières de grand luxe, comblant d'aise les promoteurs. D'ailleurs, la loi Bachelot à peine votée, le maire de Lyon, de fait président des HCL, vient d'entériner la fermeture de l'hôpital de l'Hôtel-Dieu en centre ville de Lyon. Et la boucle est bouclée : rappelons-nous des années 90. En 1989, Michel Noir aussitôt élu maire de Lyon, lance un audit du secteur hospitalier qui servira à échafauder son "plan stratégique 1993" prévoyant un saccage sans précédent des HCL. Ce plan met en application la réforme hospitalière de 1991 créée par le PS (le PCF vote contre) ; le ministre de l'époque, J-L Bianco (PS) adresse même une lettre de félicitation à Noir pour sa mise en œuvre exemplaire de la réforme. Aujourd'hui, la fermeture de l'Hôtel-Dieu est l'aboutissement du plan Noir contre lequel Collomb avait fait semblant de s'ériger !

Le PS pionnier...

En réalité, le point de départ de la guerre contre le Service public hospitalier date de 1984 (G. Dufoix, PS, ministre de la santé) avec le financement par la Dotation Globale chargée de serrer la ceinture des hôpitaux, avec le forfait hospitalier payé par les usagers et avec

le rapport de l'IGASS (Inspection générale des affaires sanitaires et sociales) de 1985 qui trace les grandes orientations de l'avenir : productivité et rentabilité à tous les étages. En 1987, un autre rapport commandité par la ministre de Chirac, M. Barzach, complète le précédent par des "outils" de gestion hospitalière : recherche de productivité, flexibilité du personnel, souplesse des statuts, investissements privés, "collaborations" public/privé, culture d'entreprise... Le rapport Seguin en rajoute une couche : réduction des capacités hospitalières, suppression de services, réduction d'effectifs, mise en concurrence avec le privé... Des années Chirac (1986-88) ne naîtra aucune discontinuité dans la politique de santé avec toutes les années PS qui donneront le jour à deux plans particulièrement destructeurs : 1985-89, le 9ème plan supprime 40 000 lits et autant de postes, 1989-1994, le 10ème plan prévoit 60 000 lits et 100 000 postes en moins. Cette logique aboutira à la loi portant "réforme hospitalière" de 1991 promulguée par le PS, première loi chargée de saper le Service public hospitalier. Parallèlement, Rocard créera la CSG, première attaque de fond contre la Sécurité sociale et son principe de financement. Depuis, sont venues se rajouter la réforme Juppé en 1996, la restructuration hospitalière de 1999 (M. Aubry), le rationnement des soins (Douste-Blazy, 2004) et enfin la loi Bachelot. Dans un récent rapport du Conseil Economique et Social, 380 hôpitaux et cliniques correspondant à 83 000 lits (soient 15%) ont disparu entre 1992 et 2003.

Quelle résistance ?

Comment résister à ce tsunami créé par la reprise en main des acquis sociaux par le Capital ? Les communistes ont la responsabilité d'être au cœur de la bataille pour organiser la lutte avec la population : aucune décision contraire aux intérêts de tous ne peut résister à un puissant mouvement d'opinion. Enfin, pour ouvrir des perspectives politiques, les communistes ont le devoir de faire converger les luttes vers la remise en cause du capitalisme et de créer les conditions pour que ces luttes servent au rassemblement le plus large du peuple de France, loin des logiques d'appareils, d'union de "sommet" ou de groupuscules.

Pascal Brula